

Avis des sociétés

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Société Magasin Général

Siège Social : 28 Rue Kamel Ataturk – 1001 Tunis

La Société Magasin Général publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2025 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 19 juin 2026. Ces états sont accompagnés du rapport général des commissaires aux comptes : Mr Ahmed Sahnoun (les commissaires aux comptes associés MTBF) et Mr Mahmoud Zahaf (Cabinet Zahaf et associés).

BILAN CONSOLIDE
(Exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Ecarts d'acquisition		73 722 195	73 722 195
- amortissements écarts d'acquisition		(68 831 582)	(67 236 580)
	1	4 890 613	6 485 614
Immobilisations incorporelles		47 163 257	52 901 317
- amortissements immobilisations incorporelles		(42 835 101)	(43 422 154)
	2	4 328 156	9 479 163
Immobilisations corporelles		449 851 653	440 426 862
- amortissements immobilisations corporelles		(293 391 754)	(274 762 825)
	2	156 459 899	165 664 037
Titres mis en équivalence		1 280 351	1 409 771
Immobilisations financières		4 309 242	4 269 939
-Provision pour dépréciation des immobilisations financières		(713 449)	(717 362)
	3	3 595 793	3 552 577
Actifs d'impôts différés	4	37 908 617	36 939 418
Autres actifs non courants	5	176 808	196 155
Total des actifs immobilisés		208 640 237	223 726 736
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		208 640 237	223 726 736
ACTIFS COURANTS			
Stocks		284 374 545	275 287 277
-Provision pour dépréciation des stocks		(10 418 811)	(9 448 813)
	6	273 955 734	265 838 463
Clients et comptes rattachés		61 482 356	61 034 085
-Provision pour créances douteuses		(23 096 147)	(22 561 717)
	7	38 386 209	38 472 368
Autres actifs courants		97 411 502	91 511 100
Provisions pour dépréciations des actifs courants		(34 423 284)	(32 427 254)
	8	62 988 218	59 083 846
Placements et autres actifs financiers	9	1 744 200	1 901 710
Liquidités et équivalents de liquidités	10	13 704 300	12 258 854
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		390 778 661	377 555 242
TOTAL DES ACTIFS		599 418 898	601 281 978

BILAN CONSOLIDE
(Exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		15 777 070	15 777 070
Actions propres		(131 116)	(443 825)
Réserves consolidées		(148 881 335)	(138 780 908)
Réserves spéciales de réévaluation		56 177 003	56 177 003
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(77 058 378)	(67 270 660)
Résultat consolidé		(6 421 442)	(10 067 663)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	11	(83 479 820)	(77 338 323)
Intérêts des minoritaires dans les réserves		166 646	163 313
Intérêts des minoritaires dans le résultat		1 933	(689)
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes assimilées	12	30 516 797	53 405 919
Provisions pour risques et charges	13	17 697 306	16 197 548
Dépôts et cautionnements reçus		867 332	828 374
Passifs impôts différés		1 652 580	1 518 094
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		50 734 015	71 949 935
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	14	443 962 144	389 238 499
Autres passifs courants	15	53 717 202	49 507 379
Concours bancaires et autres passifs financiers	10	134 316 778	167 761 864
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		631 996 124	606 507 742
TOTAL DES PASSIFS		682 730 139	678 457 677
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		599 418 898	601 281 978

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
(Exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31-déc-25	31-déc-24
Produits d'exploitation			
Revenus	16	1 201 500 150	1 098 616 410
Autres produits d'exploitation	17	39 508 050	40 436 538
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		1 241 008 200	1 139 052 949
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises vendues	18	(1 002 834 838)	(919 581 275)
Charges de personnel	19	(100 120 444)	(90 675 962)
Dotations aux amortissements et aux provisions	20	(37 091 674)	(35 846 383)
Autres charges d'exploitation	21	(81 324 507)	(80 156 751)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(1 221 371 463)	(1 126 260 372)
RESULTAT D'EXPLOITATION		19 636 737	12 792 577
Charges financières nettes	22	(21 764 177)	(30 111 634)
Produits des placements	23	55 906	647 741
Autres gains ordinaires	24	1 434 272	6 046 852
Autres pertes ordinaires	25	(953 485)	(2 278 139)
Quote-part des titres mis en équivalence		(129 420)	(161 049)
-			
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES		(1 720 167)	(13 063 653)
Impôts différés	26	824 983	5 685 818
Impôt sur les sociétés	27	(5 524 325)	(2 690 517)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		(6 419 509)	(10 068 352)
RESULTAT NET CONSOLIDE		(6 419 509)	(10 068 352)
Part revenant aux intérêts minoritaires		1 933	(689)
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		(6 421 442)	(10 067 663)

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(Exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation			
Résultat net		(6 421 442)	(10 067 663)
Ajustement pour			
- Part revenant aux intérêts minoritaires		1 933	(689)
- Amortissements et provisions	20	37 091 674	35 846 383
- Plus ou moins-value sur cession d'immobilisation	24 / 25	(307 842)	470 538
- Plus ou moins-value sur rachat d'actions propres	22	312 709	-
- Charges d'intérêts	22	24 634 532	30 111 634
- Impôts différés		(824 983)	(5 685 818)
Variation des:			
- Stocks	6	(9 087 268)	(1 931 588)
- Créances clients	7	(448 271)	(1 327 058)
- Autres actifs	8	(5 900 402)	2 150 452
- Fournisseurs et autres dettes	14 / 15	58 933 468	47 163 601
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		97 984 108	96 729 792
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décaissement pour acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	(16 304 968)	(19 555 108)
Encaissements sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	604 822	8 033 068
Décaissements sur charges à répartir		-	110 340
Décaissement / Encaissement pour acquisition d'immobilisations financières		(39 303)	554 996
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(15 739 449)	(10 856 704)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Variation réserves consolidées		(26 941)	(884 057)
Encaissement et décaissement des emprunts	12, 10	(40 172 028)	(45 598 548)
Décaissement intérêts sur emprunts		(25 773 933)	(30 111 634)
Dépôt et cautionnements reçus		38 958	(100 874)
Opérations sur fonds social		-	(40 029)
Placement en Billets de trésoreries		-	2 000 000
Variation des autres actifs et passifs financiers	9	157 510	(5 812 419)
Effet sortie LMG sur la trésorerie		-	2 003 895
Total des flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(65 776 434)	(78 543 666)
Variation de trésorerie	10	16 468 225	7 329 422
Trésorerie au début de l'exercice	10	(64 713 263)	(72 042 685)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	10	(48 245 038)	(64 713 263)

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I- PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'ÉVALUATION

I.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés du groupe Société Magasin Général sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- ✓ Du cadre conceptuel ;
- ✓ De la norme comptable générale (NCT 1) ;
- ✓ Des normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- ✓ De la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38)

I.2 Principes de consolidation

A- Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de toutes les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantages de ses activités.

Ce contrôle résulte :

- ✓ Soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée ;
- ✓ Soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- ✓ Soit des statuts ou d'un contrat ;
- ✓ Soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- ✓ Soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Par ailleurs, le contrôle est présumé exister dès lors que le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

Les états financiers consolidés regroupent également toutes les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable directement ou indirectement par le biais des filiales.

Le groupe possède une influence notable sur une société lorsqu'il est en mesure de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

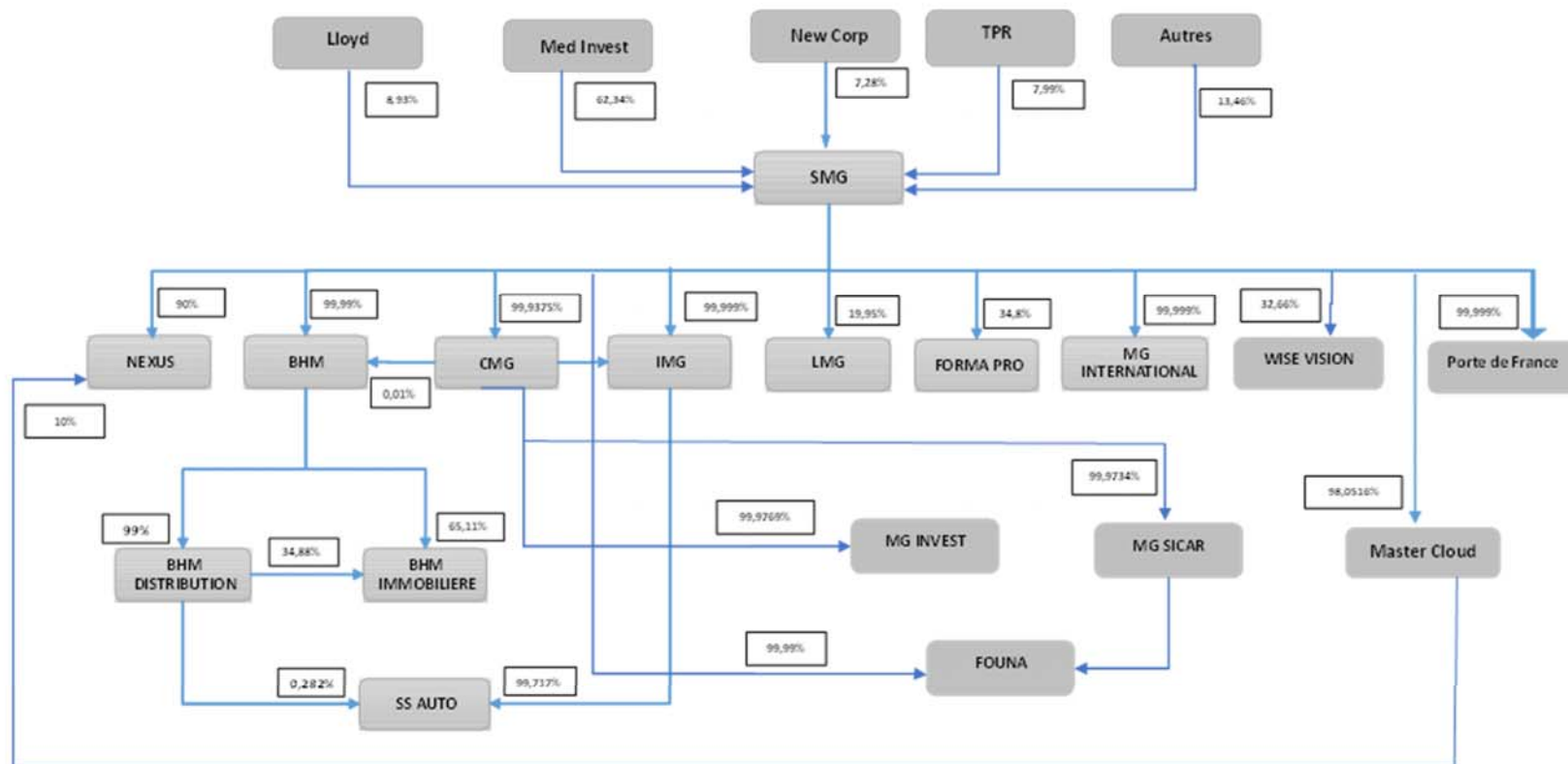
L'influence notable est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement par le biais des filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas.

Conformément aux dispositions du paragraphe 26 de la Norme Comptable NC 35 relative aux états financiers consolidés, il est précisé que toutes les sociétés filiales comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe MG sont enregistrées et résidentes dans le même pays que la société mère. Ainsi, l'ensemble des filiales du Groupe MG est considéré comme résident dans le pays de la société mère, garantissant l'uniformité du périmètre consolidé et la conformité aux exigences de la NC 35.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Libellé	2025		
	% de contrôle	Nature de contrôle	Méthode de contrôle
SMG	100,00%	Société mère	Intégration Globale
CMG	99,94%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
IMG	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
BHM	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
BHM Distribution	99,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
BHM Immobilière	65,11%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
SS Auto	99,71%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
FORMAPRO	34,80%	Influence notable	Mise en équivalence
MG International	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Invest	99,97%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Sicar	99,97%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Founa Distribution	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Nexus	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
CLOUD MASTER	99,90%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
Porte de France	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
Wise Vision	32,66%	Contrôle exclusif	Intégration Globale

Le périmètre de consolidation du Groupe Société Magasin Général est présenté au niveau du schéma suivant :



B- Note sur quote-part d'intérêt dans le capital des sociétés filiales

La société Magasin Général (SMG) est une société anonyme ayant pour objet le commerce de détail à rayons multiples de toutes marchandises.

SMG détient les participations suivantes :

- CMG : SMG détient une participation directe de 99,94 % dans le capital de la société CMG, dont l'activité principale est le commerce de gros.
- IMG : SMG détient une participation directe de 100 % dans le capital de la société IMG, dont l'activité principale est la promotion immobilière.
- BHM : SMG détient une participation directe de 99,99 % dans le capital de la société BHM, dont l'activité est le commerce de gros. La société BHM est en veille depuis 2018.
- BHM Distribution : SMG détient une participation directe de 99 % dans le capital de la société BHM Distribution, dont l'activité était initialement celle de bailleur de fonds de commerce. Fin 2018, la société BHM Distribution a cédé son fonds de commerce à la société Magasin Général. Actuellement, la société est en veille.
- SS Auto : SMG détient une participation directe de 99,71 % dans le capital de la société SS Auto, dont l'activité principale est la prestation de services liés au matériel roulant. La société est actuellement en veille.
- Immobilière BHM : SMG détient une participation directe de 65,11 % dans le capital de cette société, dont l'activité principale est la promotion immobilière.
- Société porte de France Immobilière : SMG détient une participation directe de 99,99 % dans le capital de cette société, dont l'activité principale est la promotion immobilière.
- Founa Distribution : SMG détient une participation directe de 100 % dans le capital de la société Founa Distribution, dont l'activité principale est l'exploitation d'un supermarché en ligne. Depuis 2024, la société est en veille.
- Nexus : SMG détient une participation directe de 100 % dans le capital de la société Nexus, spécialisée dans la conception et la propriété de solutions de gestion. Depuis 2024, la société est en veille.
- MG SICAR et MG Invest : la quote part d'intérêt de SMG dans les deux filiales MG Sicar et MG Invest est de 99,96 %.
- MG International : SMG détient une participation directe de 99,99 % dans le capital de cette société, dont l'activité principale est l'exportation de marchandises et de produits. Il s'agit d'une société de commerce international.
- Cloud Master : SMG détient une participation directe de 99,99 % dans le capital de la société Cloud Master, spécialisée dans les services informatiques.
- Wise Vision : SMG détient une participation directe de 32,66 % dans le capital de cette start-up en cours de lancement et de développement.
- Société Logistique Magasin Général LMG : SMG détient une participation directe de 19,95 % dans le capital de la société logistique magasin général, spécialisée dans l'activité transport.
- Société Forma pro : SMG détient une participation directe de 34,8 % dans le capital de la société Formapro, dont l'activité principale est la formation.

C- Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés sous contrôle exclusif du groupe sont consolidées selon la méthode d'intégration globale. Le contrôle exclusif provient notamment du fait que les dirigeants (Directeurs Généraux et membres du Conseil d'Administration) sont désignés par le Groupe Société Magasin Général et qu'aucun autre groupe ou société ne dispose ni d'un contrôle, ni d'une influence notable sur ces sociétés.

Les états financiers de la Société Mère Magasin Général et ses filiales sont combinés d'une manière intégrale pour l'établissement des états financiers consolidés du groupe.

La société FORMAPRO est une entreprise associée consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

L'intégration globale

Consiste à combiner ligne à ligne les états financiers individuels de la Société Magasin Général et de ses filiales en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges. Afin que les états financiers consolidés présentent l'information financière du groupe comme celle d'une entreprise unique, les étapes ci-dessous sont alors suivies :

- ✓ Homogénéisation des méthodes d'évaluation et de présentation des états financiers du Groupe ;
- ✓ Élimination des opérations intra-groupe et des résultats internes ;
- ✓ Détermination de l'impact de la fiscalité différée sur les retraitements ayant une incidence sur le résultat et/ou les capitaux propres consolidés ;
- ✓ Cumul arithmétique des comptes individuels ;
- ✓ Élimination des titres de participation du groupe dans chaque société consolidée et détermination des écarts d'acquisition positif et/ou négatif et
- ✓ Identification de la « Part du groupe » et des « intérêts minoritaires » dans l'actif net des sociétés consolidées.

La mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles, le groupe exerce une influence notable sont intégrées par la méthode de mise en équivalence.

Dans le cadre de la méthode de mise en équivalence, les participations dans les entreprises associées sont classées parmi les actifs à long terme et présentées au bilan sous une rubrique distincte.

La quote-part dans les résultats de ces participations est présentée séparément au niveau de l'état de résultat.

Bien que la société Magasin Général (SMG) ne détienne que 32,66 % du capital de la société Wise Vision, cette dernière est considérée comme une filiale au sens des normes comptables applicables.

En effet, SMG exerce un contrôle exclusif sur cette entité, se traduisant par un pouvoir décisionnel sur les politiques financières et opérationnelles, lui permettant d'influencer de manière significative les rendements de la société, la société de Wise vision est gérée par la direction générale de SMG et son gérant est le directeur général de SMG.

En conséquence, Wise Vision est intégrée dans le périmètre de consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

La société Forma pro, détenue à hauteur de 34,8 % par SMG, est une société spécialisée dans la formation.

Compte tenu du pourcentage de détention, SMG exerce une influence notable sur cette société, sans en avoir le contrôle.

La participation est ainsi comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

À la date de clôture, aucun engagement significatif ni passif éventuel lié à cette participation n'a été identifié.

La participation dans la société logistique magasin général, détenue à hauteur de 19,95 %, est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

En principe, les engagements du Groupe sont limités à sa quote-part de détention. Toutefois, compte tenu de l'influence notable qu'exerce SMG sur ces filiales, la société pourrait être amenée, le cas échéant, à assumer des engagements au-delà de ce pourcentage.

À la date de clôture, aucun engagement significatif ni passif éventuel n'a été identifié.

Note portant sur le pays d'enregistrement ou de résidence :

Conformément aux dispositions du paragraphe 26 de la Norme Comptable NC 35 relative aux états financiers consolidés, il est précisé que toutes les sociétés filiales comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe MG sont enregistrées et résidentes dans le même pays que la société mère.

Ainsi, l'ensemble des filiales du Groupe MG est considéré comme résident dans le pays de la société mère, garantissant l'uniformité du périmètre consolidé et la conformité aux exigences de la NC 35.

I.3 Date de clôture

Les états financiers consolidés sont établis sur la base des états financiers des sociétés du groupe allant du 01/01/2025 au 31/12/2025.

I.4 Elimination des opérations intra-groupes et des résultats internes

✓ *Elimination des opérations sans incidence sur les capitaux propres*

Les créances et dettes réciproques significatives et les produits et charges réciproques significatifs entre les sociétés du groupe sont éliminés en totalité sans que cette élimination n'ait d'effet sur le résultat ou sur les capitaux propres consolidés.

✓ *Elimination des opérations ayant une incidence sur les capitaux propres*

Les marges et les plus ou moins-values, résultant des transactions entre les sociétés du groupe, qui sont comprises dans la valeur d'actifs tels que les stocks ou les immobilisations sont éliminées en totalité.

Les provisions pour dépréciation des titres constituées sur les sociétés du groupe sont intégralement éliminées, par annulation de la dotation pour les provisions constituées au cours de l'exercice et par déduction sur les réserves pour les provisions constituées au cours des exercices antérieurs.

I.5 Ecart d'acquisition « Goodwill »

Cette rubrique comporte les écarts d'acquisitions (GW) dégagés suite aux acquisitions du groupe BHM, de l'Immobilière Hafedh (absorbée par l'IMG), de FOUNA, de NEXUS et de CIVA. Ils représentent l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis. Ils sont considérés comme des paiements effectués par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs. Ils sont comptabilisés à leurs coûts diminués des cumuls d'amortissements et des cumuls des pertes de valeur.

A partir du premier janvier 2016, il y a eu adoption d'un changement dans l'estimation du plan attendu de la consommation des avantages futurs procurés par l'acquisition du groupe BHM, ramenant la période d'amortissement du Goodwill y relatif de 10 ans à 20 ans. Le changement d'estimation a été traité d'une manière prospective conformément aux dispositions de la norme comptable 11 relative aux modifications comptables.

I.6 Principes comptables d'évaluation et de présentation

Les états financiers consolidés sont libellés en dinars tunisiens et préparés en respectant notamment les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables suivantes :

- ✓ Hypothèse de la continuité de l'exploitation ;
- ✓ Hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- ✓ Convention de l'entité ;
- ✓ Convention de l'unité monétaire ;
- ✓ Convention de la périodicité ;
- ✓ Convention du coût historique ;
- ✓ Convention de la réalisation du revenu ;
- ✓ Convention de rattachement des charges aux produits ;
- ✓ Convention de l'objectivité ;
- ✓ Convention de permanence des méthodes ;
- ✓ Convention de l'information complète ;
- ✓ Convention de prudence ;
- ✓ Convention de l'importance relative ;
- ✓ Convention de prééminence du fond sur la forme.

I.6.1. Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée. Elles comprennent le prix d'achat et les charges y afférentes : les droits et taxes supportés et non récupérables, les frais de transit, de livraison, de manutention initiale d'installation ainsi que les frais directs tels que les commissions et courtages.

La valeur récupérable de l'immobilisation est appréciée à la fin de chaque exercice. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable, elle donne lieu à :

- une réduction de valeur si la dépréciation est jugée irréversible,
- une provision dans les autres cas.

Les immobilisations sont amorties à compter de leur mise en exploitation sur la base des taux suivants :

- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau	20%
- Outillages	100%
- Installations	10%, 15%, 20%
- Matériels informatique	33%
- Logiciels	33%
- Fonds de commerce	5%
- Bâtiments	5%

Le Groupe applique, en principe, la méthode du coût historique pour l'évaluation de ses immobilisations corporelles conformément à la NCT 05. Toutefois, certaines sociétés du Groupe ont opté pour la méthode de réévaluation prévue par ladite norme. À cet effet, trois sociétés ont procédé à la réévaluation de certaines catégories d'actifs corporels, conduisant à la constatation d'écarts de réévaluation inscrits en capitaux propres, détaillé comme suit :

- En 2021, les sociétés « BHM » et « BHM Immobilière » ont procédé à la réévaluation des rubriques terrains bâtis et bâtiments en application des dispositions de l'article 20 de la loi de finance pour l'année 2022 et conformément aux indices de réévaluation prévus par le décret n°2022-297 du 28 mars 2022. Cette réévaluation a eu pour effet d'augmenter les immobilisations corporelles et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2021 pour 42 230 851 DT.
- En 2022, la société « BHM Immobilière » a procédé à la réévaluation des rubriques terrains et bâtiments sur la base de la juste valeur déterminée à la suite d'une expertise datée du mois de septembre 2020. Elle a dégagé une plus-value de 232 551 dinars par rapport à l'évaluation prise en compte en 2021.
- En 2023, la société « CMG » a procédé à la réévaluation des rubriques terrains bâtis et bâtiments sur la base de la juste valeur déterminée à la suite de deux expertises datées du mois de novembre 2023. Cette réévaluation a eu pour effet d'augmenter les immobilisations corporelles et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2023 pour 13 540 009 DT.

I.6.2. Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les investissements sont comptabilisés en hors TVA récupérable calculée par rapport au prorata de déduction annuel qui est calculé sur la base du chiffre d'affaires réalisé au cours l'exercice précédent. Les TVA collectées et récupérables sont enregistrées dans les comptes appropriés de l'Etat et des collectivités publiques. En fin de période, le solde de ces comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

I.6.3. Stocks

Les stocks du Groupe sont constitués principalement de marchandises destinées à la revente dans le cadre de l'activité de distribution, ainsi que de matières premières et de produits finis relatifs à l'activité immobilière.

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition ou de production déterminés comme suit :

- Stocks de marchandises (activité de distribution) et stock de matières premières : Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane, les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des biens, nets des remises commerciales et escomptes obtenus.
- Stocks de produits finis : Les produits finis sont valorisés à leur coût de production, incluant les coûts directs ainsi qu'une quote-part des charges indirectes de production engagées pour amener les biens à leur état et à leurs emplacements actuels.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût d'entrée du stock.

I.6.4. Reconnaissance de revenu

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne relative aux revenus, les ventes sont comptabilisées lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens est intervenu.
- Le montant des revenus peut être évalué de manière fiable ;
- Il est probable que les avantages économiques liés à la transaction seront perçus par la société.

Les ventes sont comptabilisées hors taxes sur le chiffre d'affaires (notamment la TVA), remises, rabais et ristournes, lesquels sont déduits du montant du chiffre d'affaires lorsqu'ils sont accordés.

Le chiffre d'affaires est enregistré sur la base des prix de vente facturés, incluant, le cas échéant, les ventes réglées comptant ou à crédit, dès lors que le recouvrement est jugé probable.

I.6.5. Créances Douteuses

Les créances dont le recouvrement s'avère incertain sont classées sous la rubrique « Clients douteux ou litigieux ». Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de chaque exercice afin de couvrir le risque de non-recouvrement de ces créances.

La politique de provisionnement retenue par le groupe consiste à provisionner intégralement les créances présentant un risque avéré, notamment en cas de retour impayé de deux échéances consécutives

I.6.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle, qu'elle soit juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation, et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le groupe s'attend à obtenir le remboursement, total ou partiel, d'une provision, notamment au titre d'un contrat d'assurance, ce remboursement est comptabilisé en tant qu'actif distinct, uniquement lorsqu'il est jugé quasi certain.

La charge liée à une provision est présentée au compte de résultat pour son montant net de tout remboursement attendu.

I.6.7. Provision pour Congés payés

Le solde des droits aux congés payés est estimé à la clôture de l'exercice par référence au salaire brut théorique au 31/12/2025. Il est comptabilisé dans la rubrique "Personnel et comptes rattachés" sous l'intitulé "*dettes provisionnées pour congés à payer*".

I.6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent les disponibilités détenues en banque ainsi que les fonds en caisse.

Pour les besoins de l'établissement de l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent aux éléments définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

Notes afférentes aux éléments figurant dans le corps des états financiers

Tous les chiffres sont exprimés en Dinar Tunisien

Notes sur les comptes du bilan

Note N° 1 : Ecart d'acquisition

Le tableau suivant présente les écarts de réévaluation et d'acquisition des filiales du Groupe Société Magasin Général :

Filiale	Valeur d'acquisition	Pourcentage d'intérêts	Actifs net comptable acquis	Date de prise de contrôle	Ecart d'acquisition	Dotations aux Amortissement du GW 2025	Amort cumulés GW 31/12/2025	VCN2025
BHM Groupe	82 981 146	99,99%	10 199 398	31/10/2008	72 782 972	1 595 002	67 997 970	4 785 002
NEXUS	800 000	100,00%	11 651	31/12/2018	788 349	-	788 349	-
CIVA	29 999	100,00%	(120 876)	31/12/2018	150 874	7 544	45 263	105 611
Total					73 722 195	1 602 546	68 831 582	4 890 613

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à 160 788 055 DT au 31/12/2025 contre 175 143 200 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Rubrique	Valeurs brutes					Amortissements				Valeur comptable nette	
	Solde au 31/12/2024	Acquisition	Régul	Cession / Mise en Rebut	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations	Cession / Mise en Rebut	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Logiciels de gestion	40 419 425	169 094	-	(5 907 154)	34 681 365	35 729 440	587 439	(4 129 199)	32 187 680	2 493 685	4 689 985
Fonds de commerce	12 481 892	-	-	-	12 481 892	7 692 714	2 954 707	-	10 647 421	1 834 471	4 789 178
Total des immobilisations incorporelles	52 901 317	169 094	-	(5 907 154)	47 163 257	43 422 154	3 542 146	(4 129 199)	42 835 101	4 328 156	9 479 163
Terrains Nus	30 804 705	-	-	-	30 804 705	139 526	-	-	139 526	30 665 179	30 665 179
Bâtiments	111 381 583	2 153 668	(122 701)	-	113 412 550	46 789 904	5 192 637	-	51 982 541	61 430 009	64 591 679
Instal.gles,agenc,aménag	194 703 913	6 095 238	122 701	(2 236 890)	198 684 962	144 303 985	13 873 035	(2 875 136)	155 301 884	43 383 078	50 399 928
Matériels industriel et outillages	75 179 841	5 029 664	-	(2 860 691)	77 348 814	59 967 323	4 728 532	(3 639 800)	61 056 055	16 292 759	15 212 518
Matériels de transport	9 523 485	2 191 180	-	(1 446 195)	10 268 470	7 688 461	1 633 476	(1 462 078)	7 859 859	2 408 611	1 835 024
Equipement informatiques et de Bureaux	18 833 335	666 124	-	(167 307)	19 332 152	15 873 625	1 393 307	(215 044)	17 051 889	2 280 263	2 959 709
Total des immobilisations corporelles	440 426 862	16 135 874	-	(6 711 083)	449 851 653	274 762 825	26 820 987	(8 192 058)	293 391 754	156 459 899	165 664 037
Total des immobilisations	493 328 179	16 304 968	-	(12 618 237)	497 014 910	318 184 979	30 363 133	(12 321 257)	336 226 855	160 788 055	175 143 200

Le groupe magasin général a procédé à la réévaluation des deux catégories d'immobilisations Bâtiment et Terrain. En effet, cette réévaluation s'aligne avec la juste valeur du marché. Le montant de la réévaluation n'a pas fait l'objet d'aucune distribution.

Cette évaluation a eu pour effet d'augmenter les immobilisations corporelles et les capitaux propres au 31/12/2022. Les nouvelles valeurs sont les bases retenues dans les charges d'amortissements à venir à partir de cette date.

Conformément à la méthode d'expertise, les immeubles, les terrains et les installations de la CMG ont été réévalués en 2023.

	+ Value Bâtiments	VCN/bâtiments avant réévaluation	+ Value Terrain	VCN /terrain avant réévaluation	+ Value Totale	V.C.N /après réévaluation
BHM	34 977 956	4 014 434	3 243 181	2 246 931	38 221 137	44 482 502
BHM IMMO	2 649 516	3 510 776	1 360 197	4 006 355	4 009 713	11 526 844
CMG	7 929 988	611 712	5 610 021	380 579	13 540 009	14 532 300
Total	45 557 460	8 136 922	10 213 399	6 633 865	55 770 859	70 541 646

La plus-value, enregistrée au sein des capitaux propres dans la « réserve spéciale de réévaluation » Dans le cadre de l'examen de nos états financiers, le commissaire aux comptes a émis une opinion avec réserve en raison de l'hétérogénéité constatée dans les méthodes d'évaluation de certains actifs.

La société magasin général entamera en 2026 un grand projet de classification de l'ensemble du patrimoine du groupe, Les actifs seront répertoriés selon leur affectation (stocks ou immobilisations) et en fonction de leur catégorie dont fait partie l'actif objet de réévaluation, la direction générale s'engage à réévaluer toute la catégorie et son impact sera aux états financiers annuels de 2026.

Note 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées initialement au coût d'acquisition. A la clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à la valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Les immobilisations financières sont évaluées initialement au coût d'acquisition. A la clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à la valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 3 595 793 DT au 31/12/2025 contre 3 552 577 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Titres de participation	182 710	181 720	990
Prêt obligataire auprès de l'état	500 000	500 000	-
Prêts aux personnels	1 427 818	1 311 322	116 496
Dépôts et cautionnements	2 198 714	2 276 897	-78 183
Total immobilisations financières brutes	4 309 242	4 269 939	39 303
Provision pour dépréciation des immobilisations financières	-713 449	-717 362	3 913
Total immobilisations financières nettes	3 595 793	3 552 577	43 216

Note 4 : Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés s'élèvent à 37 908 617 DT au 31/12/2025 contre 36 939 418 DT au 31/12/2024, et se détaillent comme suit :

Libellé	Impôts différés 31/12/2025	Impôts différés 31/12/2024	Variation
BHM	4 061 633	3 318 462	743 171
BHM Distribution	422 335	367 667	54 668
CMG	3 554 233	3 400 656	153 577
FOUNA	-	1 092 181	-1 092 181
IMG	14 488 644	13 233 653	1 254 991
Immobilière BHM	2 104 764	2 104 814	-50
MG Sicar	-	544 150	-544 150
NEXUS	72 861	72 861	-
SMG	12 682 850	12 547 874	134 976
SS Auto	391 771	257 020	134 751
SPFI	129 526	80	129 446
Total	37 908 617	36 939 418	969 199

Note 5 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'élèvent à 176 808 DT au 31/12/2025 contre un solde de 196 155 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Autres actifs non courants	176 808	196 155	-19 347
Total des autres actifs non courants	176 808	196 155	-19 347

Note 6 : Stock

La valeur nette des stocks s'élève à 273 955 734 DT au 31/12/2025 contre un solde de 265 838 463 DT au 31/12/2024 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Stocks de marchandises	138 826 106	125 908 021	12 918 085
Terrains IMG	102 968 184	102 756 883	211 301
Terrains SS auto	6 487 601	6 485 661	1 940
Terrains Immobilière BHM	7 758 050	7 683 541	74 509
Construction encours IMG	28 334 604	32 453 171	-4 118 567
Total stock brut	284 374 545	275 287 277	9 087 268
Provision des stocks	-10 418 811	-9 448 813	-969 998
Total stock net	273 955 734	265 838 463	8 117 270

Note 7 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés présentent un solde net de 38 386 209 DT au 31/12/2025 contre un solde de 38 472 368 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Clients effets à recevoir	6 152 111	3 028 743	3 123 368
Autres clients	55 330 245	58 005 342	-2 675 097
Total clients bruts	61 482 356	61 034 085	448 271
Provision des clients	-23 096 147	-22 561 717	-534 430
Total clients nets	38 386 209	38 472 368	-86 159

Note 8 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants présentent un solde net de 62 988 218 DT au 31/12/2025 contre un solde de 59 083 846 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Fournisseurs débiteurs	6 797 452	10 397 058	-3 599 606
Prêts et avances aux personnels	774 805	757 727	17 078
Report d'impôt sur les sociétés	46 473 232	38 646 619	7 826 613
Impôts et Taxes	7 966 781	2 376 264	5 590 517
Débiteurs divers	24 886 582	24 349 941	536 641
Produits à recevoir	5 734 900	10 238 689	-4 503 789
Comptes d'attentes à régulariser	226 768	193 984	32 784
Charges constatées d'avance	4 550 982	4 550 818	164
Total autres actifs courants bruts	97 411 502	91 511 100	5 900 402
Provision des autres actifs courants	-34 423 284	-32 427 254	-1 996 030
Total autres actifs courants nettes	62 988 218	59 083 846	3 904 372

Note 9 : Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 1 744 200 DT au 31/12/2025 contre un solde de 1 901 710 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Prêts courant liés au cycle d'exploitation	1 371 600	1 529 110	-157 510
Echéance à moins d'un an sur prêts non courants	34 133	34 133	-
Actions cotées	338 467	338 467	-
Total des placements et autres actifs financiers	1 744 200	1 901 710	-157 510

Note 10 : Trésorerie

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 13 704 300 DT au 31/12/2025 contre un solde de 12 258 854 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Valeurs à l'encaissement	9 662 832	7 223 194	2 439 638
Banques créditrices	3 242 751	4 242 277	-999 526
CCP	4 557	4 557	-
Caisses	794 160	788 826	5 334
Total liquidités et équivalents de liquidités	13 704 300	12 258 854	1 445 446

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent à 134 316 778 DT au 31/12/2025 contre un solde de 167 761 864 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Banques débitrices	61 949 338	76 972 117	-15 022 779
Emprunts bancaires échéances à moins d'un an	70 514 649	87 797 555	-17 282 906
Intérêts courus	1 852 791	2 992 193	-1 139 402
Total concours bancaires et autres passifs financiers	134 316 778	167 761 864	-33 445 086

La trésorerie au 31/12/2025 s'élève à (48 245 038) DT contre (64 713 263) DT au 31/12/2024. Elle se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Valeurs à l'encaissement	9 662 832	7 223 194	2 439 638
Banques débitrices	-61 949 338	-76 972 117	15 022 779
CCP	4 557	4 557	-
Caisses	794 160	788 826	5 334
Banques créditrices	3 242 751	4 242 277	-999 526
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-48 245 038	-64 713 263	16 468 225

Le taux d'endettement supérieur à 1 observé au niveau du groupe s'explique principalement par les spécificités du secteur de la grande distribution, caractérisé par un besoin important en financement du cycle d'exploitation à travers le recours à des crédits à court terme.

Le taux d'endettement en 2025 a enregistré une amélioration par rapport à 2024, reflétant une meilleure maîtrise du niveau d'endettement et un renforcement progressif de l'équilibre financier.

Note 11 : Capitaux propres

Les capitaux propres consolidés au 31/12/2025 s'élevé à (83 479 820) DT :

Capitaux propres au 31/12/2024	(77 338 323)
Intérêts sur fond social	135 240
Autres effets de consolidation (Adj solde ouv de conso)	(163 981)
Effet dépréciations actions propres	312 709
Autres effets de consolidation (Adj solde partage)	(4 023)
Capitaux propres au 31/12/2025 avant résultat de l'exercice	(77 058 378)
Résultat de l'exercice 2025	(6 421 442)
Capitaux propres au 31/12/2025 après résultat de l'exercice	(83 479 820)

Le tableau de mouvement des capitaux propres consolidés se présente comme suit :

Libellé	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves spéciales de réévaluation	Résultat de l'exercice	Total
Au 31 Décembre 2024	15 777 070	-443 825	-138 780 908	56 177 003	-10 067 663	-77 338 323
Augmentation du capital	-	-	-	-	-	-
Réserve spéciale de réévaluation	-	-	-	-	-	-
Intérêt fond social	-	-	135 240	-	-	135 240
Moin value sur action propres	-	312 709	-	-	-	312 709
Autres effets de conso	-	-	-168 004	-	-	-168 004
Affectation du résultat	-	-	-10 067 663	-	10 067 663	-
Résultat au 31 décembre 2025	-	-	-	-	-6 421 442	-6 421 442
Au 31 Décembre 2025	15 777 070	-131 116	-148 881 335	56 177 003	-6 421 442	-83 479 820

Le résultat par action au 31/12/2024 et au 31/12/2025 se présente comme suit :

	31/12/2024	31/12/2025
Résultat	-10 067 663	-6 421 442
Nombre d'actions	15 763 843	15 763 843
Résultat par action	-0,639	-0,407

Les capitaux propres consolidés du groupe sont négatifs et s'élèvent à (83 479 820) DT. Cette situation s'explique principalement par l'importance des charges financières supportées par le groupe, en particulier durant les années post-COVID, période au cours de laquelle l'activité a été significativement impactée.

Il convient toutefois de souligner que le groupe dispose d'un patrimoine immobilier important. La majorité de ces actifs demeure inscrite dans les états financiers du groupe selon le modèle du coût historique, conduisant à une sous-évaluation significative au regard de leur juste valeur réelle, sensiblement supérieure. Dans ce contexte, l'application du modèle de réévaluation prévu par la norme

comptable tunisienne NCT 5 à l'ensemble du patrimoine immobilier du groupe aurait contribuer à l'assainissement de la situation nette consolidée.

Par ailleurs, des signes d'amélioration opérationnelle sont d'ores et déjà perceptibles, notamment à travers la reprise progressive de l'activité commerciale. En outre, la société Magasin Général a procédé à une augmentation de capital en 2023 et envisage une nouvelle opération en 2026, de nature à renforcer davantage la structure financière du groupe.

Ainsi, bien que les capitaux propres demeurent négatifs à ce stade, cette situation ne remet pas en cause le principe de continuité d'exploitation, compte tenu notamment de la solidité du patrimoine immobilier du groupe, de son potentiel de revalorisation et des actions engagées pour restaurer son équilibre financier à moyen et long terme.

Note 12 : Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées s'élèvent à 30 516 797 au 31/12/2025 contre 53 405 919 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Emprunts bancaires SMG	26 205 778	46 174 003	-19 968 225
Emprunts bancaires IMG	1 501 183	2 224 801	-723 618
Emprunts bancaires CMG	2 743 127	4 834 093	-2 090 966
Emprunts bancaires NEXUS	66 709	116 290	-49 581
Emprunts bancaires FOUNA	-	56 732	-56 732
Total des emprunts et dettes assimilées	30 516 797	53 405 919	-22 889 122

Note 13 : Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 17 697 306 DT au 31/12/2025 contre un solde de 16 197 548 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Désignation	Total
Affaire client	307 605
Litiges Fournisseur	1 495 252
Loyer	1 746 632
Ministère de commerce	5 000
Prud'homme	1 385 802
Risque d'affaire	12 618 306
Affaire UIB	138 709
Total	17 697 306

Note 14 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés présentent au 31/12/2025 un total de 443 962 144 DT contre 389 238 499 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Fournisseurs effets à payer	316 081 377	243 729 709	72 351 668
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisation	112 281 924	128 260 146	-15 978 222
Factures non parvenues	15 598 843	17 248 644	-1 649 801
Total des fournisseurs	443 962 144	389 238 499	54 723 645

Note 15 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 53 717 202 DT au 31/12/2025 contre 49 507 379 DT au 31/12/2024 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Variation
Clients avances sur achats	1 274 388	1 304 513	-30 125
Rémunérations dues	489 331	479 401	9 930
Personnels cession sur salaire	23 077	34 381	-11 304
Dettes provisionnées liées au personnel	12 600 623	9 018 365	3 582 258
Etat, impôts et taxes	3 979 027	5 310 931	-1 331 904
CNSS	7 168 796	6 537 838	630 958
Autres créditeurs divers	5 781 309	4 166 287	1 615 022
Charges à payer	19 735 628	19 244 285	491 343
Produits constatés d'avance	2 665 023	3 411 377	-746 354
Total des autres passifs courants	53 717 202	49 507 379	4 209 823

Notes sur les comptes de l'état de résultat

Note 16 : Revenus

Les revenus de l'exercice 2025 s'élèvent à 1 201 500 150 DT contre 1 098 616 410 DT en 2024, soit une augmentation de 102 883 740 DT.

Libellé	2025	2024	Variation
Revenus de l'activité « Retail »	1 161 555 429	1 041 794 512	119 760 917
Revenus des ventes en gros	36 619 463	45 354 340	-8 734 877
Autres revenus	3 325 258	11 467 558	-8 142 300
Total des revenus	1 201 500 150	1 098 616 410	102 883 740

Note 17 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation de l'exercice 2025 s'élèvent à 39 508 050 DT contre 40 436 538 DT en 2024, soit une baisse de 928 488 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Autres produits	279 814	585 570	-305 756
Locations diverses	2 030 647	2 524 616	-493 969
Participation fournisseurs aux Budgets Marketing	37 197 589	37 326 352	-128 763
Total des autres produits d'exploitation	39 508 050	40 436 538	-928 488

Note 18 : Achats de marchandises vendues

Les achats vendus de l'exercice 2025 s'élèvent à 1 002 834 838 DT contre 919 581 275 DT en 2024, soit une hausse de 83 253 563 DT.

Libellé	2025	2024	Variation
Achats de marchandises vendus-Activité commerciale	997 824 915	910 295 185	87 529 730
Production stockée- Activité de promotion immobilière	4 841 098	9 221 314	-4 380 216
Autres achats	168 825	64 776	104 049
Total des achats	1 002 834 838	919 581 275	83 253 563

Note 19 : Charges du personnel

Les charges du personnel de l'exercice 2025 s'élèvent à 100 120 444 DT contre 90 675 962 DT en 2024, soit une hausse de 9 444 482 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Salaires et compléments de salaire	97 442 589	88 227 494	9 215 095
Autres charges sociales	2 677 855	2 448 468	229 387
Total des charges du personnel	100 120 444	90 675 962	9 444 482

La Société Magasin Général (SMG) ainsi que la société Centrale Magasin Général (CMG) ont chacune souscrit auprès de l'assureur LOYDD un contrat couvrant les indemnités de départ à la retraite. Ce dispositif prévoit la prise en charge, par l'assureur, des indemnités dues par l'employeur aux salariés lors de leur départ définitif de l'entreprise.

À la suite de l'entrée en vigueur de la loi n° 2025-9 du 21 mai 2025 interdisant le recours à la sous-traitance, l'effectif de la SMG a connu une augmentation. La révision corrélative du contrat d'assurance a conduit à la comptabilisation d'un complément de provision de 100 000 dinars au 31 décembre 2025. En revanche, au titre de l'exercice 2025, la société CMG n'a pas procédé à une révision de la provision relative aux indemnités de départ à la retraite

Note 20 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et provisions de l'exercice 2025 s'élèvent à 37 091 674 DT contre 35 846 383 DT en 2024, soit une hausse de 1 245 291 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Dotation aux amortissements	30 363 133	30 176 808	186 325
Dotation aux amortissements GW	1 595 002	1 602 546	-7 544
Dotation aux provisions pour risques et charges	1 583 848	-2 322 168	3 906 016
Dotation aux provisions des comptes débiteurs	2 027 280	2 201 433	-174 152
Dotation aux provisions des stocks	951 003	2 819 674	-1 868 671
Résorption des charges à répartir	42 906	42 908	-2
Provisions pour dépréciation des comptes clients	528 502	1 325 184	-796 682
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	37 091 674	35 846 383	1 245 291

Note 21 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation de l'exercice 2025 s'élèvent à 81 324 507 DT contre 80 156 751 DT en 2024, soit une hausse de 1 167 756 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Achats non stockés de matières & fournitures	28 605 560	25 655 618	2 949 942
Loyers du siège et autres locaux	10 455 908	11 180 471	-724 563
Entretien et réparations	9 512 568	8 078 027	1 434 541
Primes d'assurance	3 472 422	3 250 904	221 518
Personnels extérieurs à l'entreprise	4 820 811	8 938 392	-4 117 581
Rémunérations d'intermédiaires	1 555 253	2 024 653	-469 400
Publicités, publications et relations publiques	8 301 500	8 539 707	-238 207
Transport du personnel	3 563 552	3 355 050	208 502
Déplacements missions et réceptions	746 943	1 025 996	-279 053
Frais postaux et télécommunications	953 022	1 601 525	-648 503
Services Bancaires et assimilés	2 395 127	2 164 013	231 114
Autres Services extérieurs	-	1 750	-1 750
Charges diverses ordinaires	494 808	1 005 713	-510 905
Autres impôts, taxes et versements. Assimilés	6 447 033	3 334 932	3 112 101
Total des autres charges d'exploitation	81 324 507	80 156 751	1 167 756

Note 22 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes de l'exercice 2025 s'élèvent à 21 764 177 DT contre 30 111 634 DT en 2024, soit une baisse de 8 347 457 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Charges d'intérêts	24 634 532	33 567 999	-8 933 467
Moins-values latentes sur actions cotées	312 709	-	312 709
Pertes de change	199	62 604	-62 405
Total des charges financières	24 947 440	33 630 603	-8 683 163
Revenus des autres créances	-2 429 703	-2 527 745	98 042
Gains de change	-180 324	-131 939	-48 385
Intérêts des comptes créditeurs	-573 236	-859 285	286 049
Total des produits financiers	-3 183 263	-3 518 969	335 706
Total des charges financières nettes	21 764 177	30 111 634	-8 347 457

Les charges financières nettes du groupe ont enregistré une baisse de 8.3 MDT par rapport au 31/12/2024, en passant de 30.1 MDT à 21.7 MDT au 31/12/2025. Cette diminution s'explique principalement par l'absence de nouveaux emprunts contractés par les différentes entités du groupe entraînant ainsi une diminution des charges d'intérêts sur emprunts.

Note 23 : Produits de placements

Les produits de placements de l'exercice 2025 s'élèvent à 55 906 DT contre 647 741 DT en 2024, soit une baisse de 591 835 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Produits des placements	55 906	647 741	-591 835
Total des produits des placements	55 906	647 741	-591 835

Note 24 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires de l'exercice 2025 s'élèvent à 1 434 272 DT contre 6 046 852 DT en 2024, soit une baisse de 4 612 580 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
Plus-values sur cession d'immobilisations	319 013	470 538	-151 525
Gains non récurrents	1 115 259	5 576 314	-4 461 055
Total des autres gains ordinaires	1 434 272	6 046 852	-4 612 580

Note N° 25 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires de l'exercice 2025 s'élèvent à 953 485 DT contre 2 278 139 DT en 2024, soit une baisse de 1 324 654 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2025	2024	Variation
CNSS personnel partant	0	0	0
Moins-values sur cession d'immobilisations	-11 171	-28 605	17 434
Pertes non récurrentes	-942 314	-2 249 534	1 307 220
Total des autres pertes ordinaires	-953 485	-2 278 139	1 324 654

Le détail des autres pertes ordinaires par nature :

Désignation	Solde 2025
Abondan des créances //liquidation	37 226
Amende et pénalité	576 319
Moins-value sur cession	11 171
Perte jugement	78 763
Perte sur créances	3 559
Affaire Prud'homme	161 967
Ticket resto	82 761
Divers	1 718
Total	953 485

Note N° 26 : Impôts différés

Les impôts différés de l'exercice 2025 s'élèvent à 824 983 DT, contre 5 685 818 DT en 2024, soit une baisse de 4 860 835 DT.

Note N° 27 : Impôt Sur les Sociétés :

L'impôt sur les sociétés de l'exercice 2025 s'élève à (5 524 325) DT et se détaille comme suit :

Société	2025	2024	Variation
BHM	4 900	4 575	325
BHM IMMO	129 076	124 958	4 118
BHM Distribution	900	500	400
SMG	5 086 885	2 251 149	2 835 736
CMG	188 023	194 816	-6 793
IMG	18 955	36 751	-17 796
SS AUTO	500	500	-
SICAR	900	900	-
INVEST	900	1 800	-900
MG INTERNATIONAL	1 471	10 459	-8 988
NEXUS	900	900	-
FOUNA	900	900	-
Master cloud	88 863	61 196	27 667
SPFI	1 152	1 113	39
Total	5 524 325	2 690 517	2 833 808

Note complémentaire à l'état de résultat consolidé par pôle d'activité

En KDT	Commerce détail		Commerce Gros		Service SI		E-Commerce		Promotion immobilière et Foncière		Commerce International		Total	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Revenus	1 041 779	1 161 555	45 354	36 619	660	567	0	0	10 823	2 758	0	0	1 098 616	1 201 500
Autres produits d'exploitation	37 740	37 450	666	769	47	52	165	93	1 818	1 145	0	0	40 437	39 508
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 079 519	1 199 005	46 020	37 388	707	619	165	93	12 641	3 903	0	0	1 139 053	1 241 008
Achats de marchandises vendues	-864 822	-954 520	-45 473	-43 305	-63	-169	-1	0	-9 221	-4 841	0	0	-919 581	-1 002 835
Charges de personnel	-84 216	-93 917	-4 764	-4 610	-733	-740	-19	0	-944	-853	0	0	-90 676	-100 120
Dotations aux amortissements et aux provisions	-23 123	-29 904	-5 487	-4 143	-182	-90	-236	-62	-6 821	-2 894	0	0	-35 848	-37 092
Autres charges d'exploitation	-71 077	-73 401	-5 685	-4 543	-1 816	-2 328	-174	-38	-1 380	-990	-25	-25	-80 157	-81 325
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	-1 043 238	-1 151 743	-61 408	-56 601	-2 794	-3 327	-430	-100	-18 366	-9 578	-25	-25	-1 126 260	-1 221 371
RESULTAT D'EXPLOITATION	36 281	47 262	-15 388	-19 213	-2 087	-2 708	-265	-7	-5 725	-5 675	-25	-25	12 793	19 637
Charges financières nettes	-20 420	-15 479	-7 163	-5 380	-151	-253	-325	-424	-2 054	-246	0	18	-30 112	-21 764
Produits des placements	296	0	240	70	0	0	30	0	81	0	0	-14	648	56
Autres gains ordinaires	1 097	743	4 494	273	58	155	72	246	327	17	0	0	6 047	1 434
Autres pertes ordinaires	-1 419	-742	-147	-101	-125	-3	-579	-38	-7	-68	0	0	-2 278	-953
Quote-part des titres mis en équivalence	-161	-129	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-161	-129
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES	15 674	31 654	-17 963	-24 351	-2 305	-2 809	-1 067	-223	-7 377	-5 972	-25	-21	-13 063	-1 720
Impôts différés	694	4	2 400	897	-10	0	-235	-1 636	2 837	1 560	0	0	5 686	825
Impôt sur les bénéfices	-2 251	-5 087	-199	-193	-62	-90	-4	-3	-164	-151	-10	-1	-2 691	-5 524
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	14 116	26 571	-15 763	-23 648	-2 377	-2 899	-1 306	-1 862	-4 704	-4 562	-35	-22	-10 068	-6 420
Eléments extraordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	14 116	26 571	-15 763	-23 648	-2 377	-2 899	-1 306	-1 862	-4 704	-4 562	-35	-22	-10 068	-6 420
Part revenant aux intérêts minoritaires	0	0	1	0	1	-1	0	0	-1	-2	0	0	1	-2
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE	14 116	26 571	-15 761	-23 647	-2 376	-2 900	-1 306	-1 862	-4 706	-4 563	-35	-22	-10 068	-6 421

Les indicateurs par pôle d'activité se présentent comme suit :

En KDT	Commerce détail		Commerce Gros		Service SI		E-Commerce		Promotion immobilière et Foncière		Commerce International		Total	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Indicateurs de gestion														
Revenus	1 041 779	1 161 555	45 354	36 619	660	567	0	0	10 823	2 758	0	0	1 098 616	1 201 500
Total produits d'exploitation	1 079 519	1 199 005	46 020	37 388	707	619	165	93	12 641	3 903	0	0	1 139 053	1 241 008
Achats de Marchandises Vendues	864 822	954 520	45 473	43 305	63	169	1	0	9 221	4 841	0	0	919 581	1 002 835
Charges de personnel	84 216	93 917	4 764	4 610	733	740	19	0	944	853	0	0	90 676	100 120
Charges financières nettes	20 420	15 479	7 163	5 380	151	253	325	424	2 054	246	0	-18	30 112	21 764
Résultat d'exploitation	36 281	47 262	-15 388	-19 213	-2 087	-2 708	-265	-7	-5 725	-5 673	-25	-25	12 791	19 637
Résultat net	14 116	26 571	-15 761	-23 647	-2 376	-2 900	-1 306	-1 862	-4 706	-4 561	-35	-22	-10 068	-6 421
Ratios de gestion	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Charges de personnel / Revenus	8,08%	8,09%	10,50%	12,59%	111,05%	130,57%			8,72%	30,91%			8,25%	8,33%
Résultat d'exploitation / Revenus	3,48%	4,07%	-33,93%	-52,47%	-316,38%	-477,70%			-52,90%	-205,65%			1,16%	1,63%
Charges financières nettes/Revenus	1,96%	1,33%	15,79%	14,69%	22,86%	44,56%			18,97%	8,92%			2,74%	1,81%
Charges financières nettes/ Résultat d'exploitation	56,28%	32,75%	-46,55%	-28,00%	-7,23%	-9,33%			-35,87%	-4,34%			235,42%	110,83%
Ratios de rentabilité	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Marge nette : Résultat net/ Revenus	1,36%	2,29%	-34,75%	-64,58%	-360,19%	-511,49%			-43,48%	-165,37%			-0,92%	-0,53%
Marge brute d'autofinancement	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Résultat net	14 116	26 571	-15 761	-23 647	-2 376	-2 900	-1 306	-1 862	-4 706	-4 561	-35	-22	-10 068	-6 421
(+) Dotation aux amortissements et aux provisions	23 123	29 904	5 487	4 143	182	90	236	62	6 821	2 892	0	0	35 848	37 092
Marge brute d'autofinancement	37 239	56 476	-10 275	-19 504	-2 194	-2 810	-1 070	-1 800	2 116	-1 669	-35	-22	25 781	30 670

Note 28 : Evènement postérieur à la date de clôture

Aucun évènement significatif n'est survenu au niveau du groupe après la date de clôture des états financiers 31 décembre 2025 et jusqu'à la date de la publication des présents états financiers pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Note 29 : Note portant sur l'impact de l'entrée en vigueur de la circulaire de la BCT n° 2026-04 du 26/03/2026

La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2026-04 du 26 mars 2026 impose aux importateurs de produits qualifiés de « non prioritaires » de financer l'intégralité de leurs opérations sur fonds propres, en interdisant expressément le recours aux crédits, avances et garanties bancaires.

Cette nouvelle réglementation étant postérieure à la date de clôture de l'exercice arrêtée au 31 décembre 2025, elle constitue un événement postérieur sans incidence sur les états financiers à cette date.

Au titre de l'exercice en cours, la société mère n'enregistre aucun impact significatif sur son activité ni sur sa performance. Par ailleurs, la société Centrale Magasin Général (CMG), filiale de la SMG spécialisée dans les ventes en gros, a procédé à un ajustement de sa structure de financement afin de préserver sa position sur le marché des produits importés. Ces mesures n'ont pas eu d'incidence significative sur l'activité ni sur la performance de la CMG ainsi que celles du groupe au titre de l'exercice en cours.

Note 30 : Affaires en cours

30.1- Suite au dépôt de la déclaration de l'employeur rectificative de l'exercice 2015 à la date du 11 février 2019, la filiale BHM SA a reçu de l'administration fiscale le 15 février 2019 une amende fiscale administrative pour la non déclaration de l'identité des clients et des montants recouverts en espèces au niveau de la déclaration de l'employeur de l'exercice 2015 pour un montant de 2 425 168 DT, ladite société s'est opposée à ce redressement dans une première réponse adressée à l'administration fiscale ainsi que dans une correspondance adressée à la Direction Générale des Impôts.

A la date du 17 novembre 2021, le tribunal de première instance de Tunis a décidé l'annulation de la taxation d'office appliquée par l'administration fiscale.

L'administration fiscale a interjeté appel du jugement de première instance.

Aucune provision n'a été constatée au titre de cette affaire par le groupe au 31 décembre 2025.

30.2- La filiale l'Immobilière Magasin Général (IMG) est défenderesse dans un procès pour annulation d'un contrat d'acquisition d'un terrain sis à Rades dont la valeur en stocks est de 2 598 758 dinars.

La nullité fut prononcée d'abord en première instance et ensuite confirmée en appel à la date du 28 novembre 2022.

La société s'est pourvue en cassation en date du 06 janvier 2023.

La Cour de cassation a décidé le 12 juillet 2023 l'annulation du jugement du 28 novembre 2022 et de renvoyer l'affaire vers la Cour d'appel de Tunis.

Au 31 décembre 2025, le montant total de la provision relative à cette affaire inscrite dans les comptes du groupe est de 1 949 069 DT.

Note 31 : sur les moyens de couverture contre les risques de change

Les ventes de la société Magasin Général se font sur le marché local. Quant aux approvisionnements, ils se font majoritairement auprès des fournisseurs locaux. En conséquence, la société n'est pas soumise un risque significatif de change.

Au titre de la gestion du risque de change, la SMG n'a eu recours à aucun moyen de couverture contre le risque de change.

La Société Centrale Magasin Général (CMG), filiale de SMG, est spécialisée dans les ventes en gros. Son approvisionnement provient majoritairement du marché extérieur, ce qui l'expose directement au risque de change.

La CMG recourt à une stratégie d'anticipation pour se protéger contre le risque de change. Ainsi, en période de stabilité du taux de change, la société saisit l'opportunité d'acheter par avance les devises nécessaires à ses importations futures. Cette démarche permet de sécuriser ses approvisionnements et de réduire l'incertitude liée aux fluctuations monétaires.

Les autres filiales du groupe ne sont pas exposées à ce type de risque.

Note 32 : Solde Intermédiaire de Gestion

PRODUITS	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2025	CHARGES	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2025	SOLDES	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2025
Revenus et autres produits d'exploitation	1 139 052 949	1 241 008 200	Achats consommés	919 581 275	1 002 834 838	Marge commerciale	219 471 673	238 173 362
Marge commerciale	219 471 673	238 173 362	Autres charges externes	76 821 819	74 877 474	Valeur ajoutée brute	142 649 854	163 295 888
Valeur ajoutée brute			Impôts et taxes	3 334 932	6 447 033			
			Charges du personnel	90 675 962	100 120 444			
Total	142 649 854	163 295 888	Total	94 010 894	106 567 477	Excédent brut d'exploitation	48 638 960	56 728 411
Excédent brut d'exploitation	48 638 961	56 728 411	Autres pertes ordinaires	2 278 139	953 485			
Autres gain ordinaires	6 046 852	1 434 272	Charges financières	30 111 634	21 764 177			
Produits de placement	647 741	55 906	Dotations aux amortissements et Impôt sur les sociétés et impôt différés	35 846 383	37 091 674			
			Quote part des titres mis en équivalence	-2 995 301	4 699 342			
			Part revenant aux intérêts minoritaires	161 049	129 420			
				-689	1 933			
Total	55 333 554	58 218 589	Total	65 401 216	64 640 031	Résultat Net	-10 067 663	-6 421 442

Note N° 33 : les engagements hors bilan

TYPE D'ENGAGEMENT	Valeur Totale	Tiers	Observations
1 Engagements donnés			
Garanties réelles			
Nantissement			
	20 000 000	BIAT	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	10 000 000	BIAT	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	12 000 000	ATTIJERI	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	18 530 000	BNA	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	10 000 000	BT	Nantissement en 1 ^{er} rang sur Fonds de commerce situé à Tunis route de la Marsa et sur matériel
	10 000 000	ATTIJERI	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	3 000 000	ATTIJERI	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	7 000 000	ATTIJERI	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	6 347 000	ZITOUNA	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	3 772 366	ZITOUNA	Nantissement en 1 ^{er} rang sur matériel
	20 000 000	ZITOUNA	Signature du contrat
	10 000 000	AB	Signature du contrat
	1 250 000	BNA	Signature du contrat
3 250 000	BH	Signature du contrat	
Hypothèque et Nantissement	10 000 000	UBCI	*Hypothèque en 1er rang sur la propriété d'un immeuble objet de TF N°22331 Ariana située à Ariana d'une superficie de 12580 m² *Nantissement en 1er rang sur fonds de commerce exploité à la route Teniour Km 3 Sfax el Medina
	8 700 000	BH	* Hypothèque de 1er rang sur 2190,23 part/2314 parts lui revenant dans la propriété objet de TF n 25605 manouba denomme magasin general d'une supercefie global 2314 m2 sise a denden
	5 300 000	BT	Nantissement sur fonds de commerce de MG MAXI SOUSSE et MG PROXI MONASTIR
	4 000 000	BT	Nantissement en 1er rang sur matériel+fond de commerce
	3 200 000		
	3 000 000	BH	Titre Foncier N° 101263 BEN AROUS 25605 Manouba DENDEN
	5 000 000		
	2 200 000	BNA	Hypothèque en 1er rang sur la totalité du titre foncier n° 73269 Sousse dénommé Ramzi inscrite le 21 mai 2001 consenti en vertu d'un acte SSP non daté et enregistré le 17/03/1999
	3 000 000	BNA	Hypothèque volontaire inscrite le 21/11/2006 consentie en vertu d'un acte SSP en date du 01/11/2006 et enregistré le 02/11/2006 ; ladite hypothèque grève la propriété objet du titre foncier 73269 Sousse
	1 000 000	BNA	Nantissement en 1er rang sur le fonds de commerce de la société BHM inscrit au registre de commerce du tribunal de 1ère instance de Tunis sous le n° 134661996 sis à Sidi Daoud route la Marsa Km 14 Hypothèque en 1er rang sur les propriétés suivantes : *Houmet et jouamaa seniet bableche 1530 mm SSP 31/12/2000 et 02/01/2001 *seniet Abdesselem : 980 mm SSP : 08/01/2001 et 11/01/2001 935 mm 2584 mm SSP du 10/10/2000-1641 mm du 09/10 et 16/10/2000 *seniet EL Mekes : 1333 mm SSP 20/11/2000 et 02/01/2001
2 500 000	BNA	hypothèque en 1er rang sur la propriété dénommée Hidaya objet du TF n° 11097 Kairouan	

			Hypothèque en 1er rang sur la propriété dénommée El Hamd objet du TF 9091 Kairouan
	2 000 000	ATB	Hypothèque sur la totalité de la propriété située à Saniet Ben Abdessalem à l'est de Souani Houmet ESSOUK Djerba d'une superficie de 1356 mm objet de contrat SSP acte d'échange du 06/02/2001 enregistré à Djerba le 27/02/2001 (quittance n°101 SSP -Folio 12-case 110)
			Nantissement en 1er rang sur Fond de commerce de la société BHM et sur outillage et matériel d'équipement
	1 850 000	STB	Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la société a affecté en hypothèque de 1er rang la totalité des parts indivises lui revenant dans la propriété sise à le Hrairia, objet du contrat de vente enregistré à la recette des finances de sidi Hassine le 27/12/2016 quittance N°MO97743 enregistrement N°16204030, du titre foncier N°106860 Tunis dénommé « Saniet Mohamed VI » et de la réquisition de mise à jour N°43880.
	3 971 458	STB	Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la société a affectée en hypothèque de 1er rang la totalité des parts indivises lui revenant dans la propriété sise au lotissement Immobilière du Maghreb en bordure de l'avenue Fethi Zouhaier, cité la Ghazala Ariana, objet du contrat de vente conclu avec la Société IMMOBILIERE DU MAGHREB enregistré à la recette des finances Raoued le 22/06/2022 quittance N°M077993 enregistrement N°22102571, du titre foncier N°65914 Ariana dénommé « Maghreb 6 ».
	4 000 000	BT	En garantie du remboursement de crédit, la société l'Immobilier Magasin Général a constitué une hypothèque en 1er rang sur le bien dont elle est propriétaire objet du titre foncier N°101263 Ben Arous sise à El Mourouj 5 ainsi que les parts indivises des parties communes y afférentes.
	10 600 000	BH	Hypothèques : la société affecte au profit de la BH BANK une hypothèque en 1er rang sur la totalité de la propriété objet du TFN ° 81304 ARIANA.
Total	205 470 824		
Effets escomptés non échues	3 991 974	Amen Bank	
	1 167 000	BIAT	
	775 000	BH	
	1 216 000	UBCI	
	930 000	BT	
	988 000	ATTIJARI BANK	
	1 391 000	BNA	
	4 597 000	ATB	
	4 304 000	ABC	
Total	19 359 974		
2 Engagements réciproques			
Leasing	1055082	UBCI	
	367000	BT	
	5 760 127	ALBARAK A	
Crédit documentaire	3 444 550		
Total	10 626 759		
Cution et aval			Cautions et aval : une caution de garantie de paiement en faveur du fournisseur ENTER ENTRPRISES de 500.000 USD émise /BH et une autre une caution de garantie de paiement en faveur du fournisseur BARDINET de EUR 500.000 émise /UBCI.

3 Engagements reçus			
Hypothèque et Nantissement	4 000 000	BT	La société immobilière magasin général affecte au profit de la BT hypothèque en 1er rang de La totalité de la propriété sise à EL MOUROUJ 5- Gouvernorat de BEN AROUS d'une superficie de 33 Ares 19 Ca objet du Titre Foncier N° 101263 BEN AROUS ainsi que les parts indivises des parties communes y afférentes

Note 34 : Informations relatives aux facteurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) de Magasin Général

- CONTEXTE :

Conformément au communiqué du Conseil du Marché Financier (CMF) du 25 décembre 2025 et aux précisions du 13 février 2026, la présente note vise à fournir les informations significatives liées aux facteurs ESG, susceptibles d'avoir une incidence sur la performance financière, la gestion des risques et la création de valeur à long terme sur la base d'une appréciation de la matérialité financière, conformément au cadre conceptuel de la comptabilité.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, cette information s'inscrit dans une phase transitoire selon une logique de « Comply or Explain ».

Les informations présentées couvrent notamment :

- Le mode de gouvernance ESG,
- La stratégie et les orientations ESG,
- La gestion des risques et opportunités ESG,
- Les impacts potentiels liés au Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières.
- Les indicateurs ESG jugés matériellement significatifs,

- PERIMETRE DE LA NOTE

Le périmètre de cette note englobe les trois pôles d'activité du Groupe Magasin Général : la grande distribution, la promotion immobilière et les services informatiques.

Section 1 : GOUVERNANCE

1.1. Organes de gouvernance et responsables impliqués dans le pilotage ESG

Le Conseil d'Administration assure la supervision des principaux enjeux ESG susceptibles d'avoir un impact sur la performance, les risques ou les perspectives de le Groupe Magasin Général.

Pour structurer cette démarche, le Conseil a instauré un Comité ESG dédié, présidé par le président du comité d'audit et incluant un administrateur indépendant.

Cette instance a pour mission d'orienter la stratégie de durabilité de e Groupe Magasin Général, d'assurer le suivi des engagements ESG et d'en rendre compte régulièrement au Conseil.

Le pilotage opérationnel de cette stratégie est confié au Directeur d'Audit Interne, moyennant une Cellule ESG pluridisciplinaire regroupant les expertises clés de l'entreprise (Comptabilité, RH, Technique, Marketing, etc.) et créant ainsi un lien direct entre la vision stratégique du Conseil et les réalités opérationnelles du Groupe.

1.2. Formation et renforcement des capacités

Le Groupe a entamé des formations de base en matière d'ESG et prévoit de renforcer progressivement les actions de formation associées.

Section 2 : Stratégie

2.1. Mise en place de la démarche ESG

Les premières étapes de structuration de la démarche ESG ont été récemment initiées au sein du Groupe Magasin Général.

À ce stade, cette démarche est pilotée en interne par les responsables du projet, en coordination avec les directions concernées.

Le niveau de maturité du dispositif ESG est considéré à un stade émergent.

2.2. Business Model et orientations stratégiques ESG

Le modèle économique du groupe Magasin Général s'articule autour de trois secteurs d'activité complémentaires : la grande distribution, la promotion immobilière et les services informatiques.

Par la diversité de ses métiers, le Groupe est structurellement exposé à des enjeux ESG potentiellement significatifs.

La maîtrise progressive de ces enjeux permet au Groupe de renforcer sa résilience, d'améliorer sa compétitivité et de soutenir une création de valeur durable à long terme.

2.3. ENJEUX ESG PERTINENTS

Afin de répondre aux nouvelles exigences du CMF et compte tenu de l'état d'avancement du projet de mise en place de la démarche ESG, la société / groupe Magasin Général s'est, à ce stade, limité aux enjeux définis par le standard international Sustainability Accounting Standards Board « SASB », applicables aux secteurs d'activité concernés du Groupe, pour l'identification des enjeux potentiellement matériels du point de vue matérialité financière. Les enjeux identifiés sont les suivants :

- Gestion du carburant de flotte
- Émissions atmosphériques liées à la réfrigération
- Gestion de l'énergie
- Gestion des déchets alimentaires
- Sécurité des données
- Sécurité alimentaire
- Pratiques de travail
- Approvisionnement, emballages et marketing des produits.

Section 3 : GESTION DES RISQUES

Le Groupe a initié les premiers pas dans le processus d'identification des risques et opportunités ESG associés aux enjeux identifiés. À ce stade, l'analyse repose principalement sur une approche qualitative. Cette démarche a vocation à être progressivement intégrée au dispositif global de gestion des risques du Groupe.

Section 4 : INDICATEURS & CIBLES

Le Groupe a engagé les premiers travaux de structuration de son reporting ESG. Le système d'information actuel ne permet pas encore de disposer de l'ensemble des données nécessaires pour le calcul exhaustif des indicateurs quantitatifs.

Conformément à l'approche « Comply or Explain » préconisée par le CMF pour l'exercice 2025, le Groupe s'engage à renforcer et fiabiliser progressivement son dispositif de reporting ESG afin de permettre une divulgation plus exhaustive lors des exercices futurs.

- PERSPECTIVES ET JUGEMENT DE LA DIRECTION

La Direction considère que les enjeux ESG auxquels le Groupe est exposé, de par la nature de ses activités, constituent des facteurs potentiellement significatifs pour sa situation financière, sa performance et ses perspectives. La mise en œuvre progressive d'actions d'atténuation et le renforcement du dispositif de

reporting ESG devraient permettre de mieux maîtriser ces risques et opportunités et d'en atténuer les impacts financiers potentiels.

Groupe Société Magasin Général
Rapport des commissaires aux comptes
Sur les états financiers consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2025

Tunis, le 08 juin 2026

Mesdames et Messieurs les actionnaires du groupe « Société Magasin Général S.A »,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion avec réserve

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 11 juin 2025, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du groupe Société Magasin Général (« SMG » ou « Groupe ») et ses filiales (le « groupe SMG » ou « groupe »), qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2025, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir des capitaux propres consolidés négatifs – part du groupe de 83 479 820 DT, y compris le résultat consolidé déficitaire de l'exercice – part du groupe de 6 421 442 DT.

À notre avis, à l'exception de l'incidence de la réserve décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les Etats Financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe SMG au 31 décembre 2025, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion avec réserve

Comme indiqué dans la note I.6.1 aux états financiers consolidés, certaines filiales du groupe ont procédé, au cours des exercices antérieurs, à des opérations de réévaluation ayant conduit à la constatation d'une réserve de réévaluation globale de 56 003 411 DT au niveau des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2025.

Toutefois, le groupe n'a pas respecté certaines dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NCT 5 relatives aux immobilisations corporelles. D'une part, la réévaluation n'a pas été appliquée à l'ensemble des actifs appartenant aux mêmes catégories au niveau de toutes les sociétés du groupe, contrairement au paragraphe 35 de la norme. D'autre part, certaines réévaluations n'ont pas été déterminées sur la base d'une juste valeur issue d'une expertise indépendante, tel que requis par le paragraphe 31 de la NCT 5.

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'impact potentiel qu'aurait eu l'application conforme de la NCT 5, notamment en ce qui concerne la réévaluation à la juste valeur de l'ensemble des catégories de terrains et constructions du groupe, sur les immobilisations corporelles et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2025.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquitté des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

4. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

4.1. Prise en compte des revenus

Les revenus de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élèvent à 1 201 500 150 DT, représentant 97% du total des produits d'exploitation du groupe.

Nous avons considéré que la prise en compte des revenus est une question clé d'audit en raison du volume important des transactions de vente et leur importance significative dans les comptes consolidés du groupe.

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par le groupe dans le cadre du processus de prise en compte des revenus ;
- Vérifier la concordance entre les états extracomptable et les revenus comptabilisés par le groupe ;
- Examiner la cohérence globale de l'évolution des revenus au regard de notre connaissance du groupe ;
- Effectuer des tests substantifs dont l'étendu a été défini selon notre évaluation du système de contrôle interne et notre appréciation du risque d'erreur et de fraude ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies sur les revenus présentés dans les notes aux états financiers consolidés.

4.2. Estimation des provisions pour risques et charges

Le groupe a constaté des provisions pour risques et charges pour un montant de 17 697 306 DT au 31 décembre 2025. Compte tenu de l'exposition du groupe à des risques divers, et du degré de jugement élevé y associé, nous avons considéré que l'estimation des provisions pour risques et charges constitue un point clé de notre audit.

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Mener des entretiens avec la direction pour prendre connaissance des procédures mises en place par le groupe pour recenser l'ensemble des risques ainsi que les méthodes retenues pour l'estimation du montant de la provision ;
- Examiner les procès-verbaux des réunions des organes de gouvernance et évaluer si d'autres éléments probants corroborent les informations fournies par la direction.
- Procéder à la circularisation des avocats et exploitation des réponses reçues.
- Procéder à des revues critiques des jugements formulés par la direction dans le cadre de l'évaluation des risques et apprécier le caractère raisonnable des estimations et hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour risques ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

5. Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du Conseil d'Administration (« rapport de gestion ») incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes consolidés du groupe dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les Etats Financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

A l'exception de la réserve formulée ci-haut, nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation,

sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

7. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

-
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
 - Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
 - Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe Société Magasin Général. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences majeures dans les systèmes de contrôle interne du Groupe SMG susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers consolidés telle qu'exprimée ci-dessus.

Les Co-commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes Associés

M.T.B.F

Ahmed Sahnoun

Cabinet Zahaf et Associés

Mahmoud Zahaf